

Le forage que l'on envisage d'exploiter pour compléter l'alimentation en eau potable de la commune, a une profondeur de 16 m. Il a été arrêté sur le substratum marno-calcaire.

La nappe se trouve à une profondeur comprise entre 3,2 m et 4,8 m selon la saison. Elle est, là, très bien protégée des influences superficielles par une couche de limons et d'argiles de 2 m d'épaisseur.

Les eaux ne présentent pas de traces de contamination bactériennes mais ont une minéralisation totale assez élevée. Cela ne doit pas, ici, être trop gênant puisque cette eau doit être utilisée mélangée à des eaux de sources beaucoup moins minéralisées.

La mise en place de périmètres de protection doit permettre de garantir la pérennité de la qualité bactériologique des eaux pompées dans l'ouvrage.

Le périmètre de protection immédiat s'étendra à l'ensemble de la parcelle n° 4 de la section ZA du plan cadastral de la commune. Il sera clôturé et aucune activité n'y sera autorisée autre que celles indispensables à son entretien, le fauchage par exemple.

On établira, en outre, un caniveau étanche le long du chemin, sur toute la longueur du périmètre, afin d'éviter que les eaux de ruissellement ne viennent s'infiltrer près du forage après avoir lessivé le chemin.

La station de pompage sera aménagée de telle façon qu'il ne puisse pas se produire d'infiltration le long du tube de forage. On placera une galette étanche d'argile autour de l'ouvrage avec un diamètre de 3 à 4 mètres.

Le périmètre de protection rapproché s'étendra de part et d'autre du chemin qui longe le périmètre immédiat.

Du coté amont, c'est à dire vers le versant, il s'étendra aux parcelles n° 3, 5, 6, 7, 756, 757, 758, 759, 760, 763 et 764, de la section ZA du plan cadastral de la commune.

Dans cette zone seront interdits:

- l'épandage d'eaux usées sous toutes les formes,
- l'épandage d'engrais solides ou liquides,
- l'implantation d'activités nouvelles susceptibles d'apporter des risques de pollution pour les eaux souterraines et superficielles.

Du coté aval, c'est à dire du coté de la plaine, le périmètre de protection rapproché s'étendra aux parcelles n° 616, 750, 751, 752, 753, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 de la section ZA du plan cadastral de la commune.

Dans cette zone seule l'épandage des eaux usées et l'implantation d'activités susceptibles d'apporter des risques de pollution seront interdits. La culture de ces terres pourra se poursuivre dans les mêmes conditions qu'actuellement.

Dans l'ensemble du périmètre de protection rapproché la construction ne pourra se faire que s'il y a mise en place d'un réseau de tout à l'égout. Dans la partie amont (coté versant), en cas de construction, il ne devra pas y avoir de fouilles qui atteignent les niveaux perméables, c'est à dire que tout projet devra faire l'objet d'une étude géologique. Il serait souhaitable qu'il en fut de même en cas d'élargissement de la route (C.D. 9).

Quant au che in d'exploitation qui longe le haut du périmètre de protection rapproché coté versant, il est absolument indispensable qu'il reste dans son état actuel, c'est à dire qu'il ne puisse être utilisé par des véhicules automobiles.

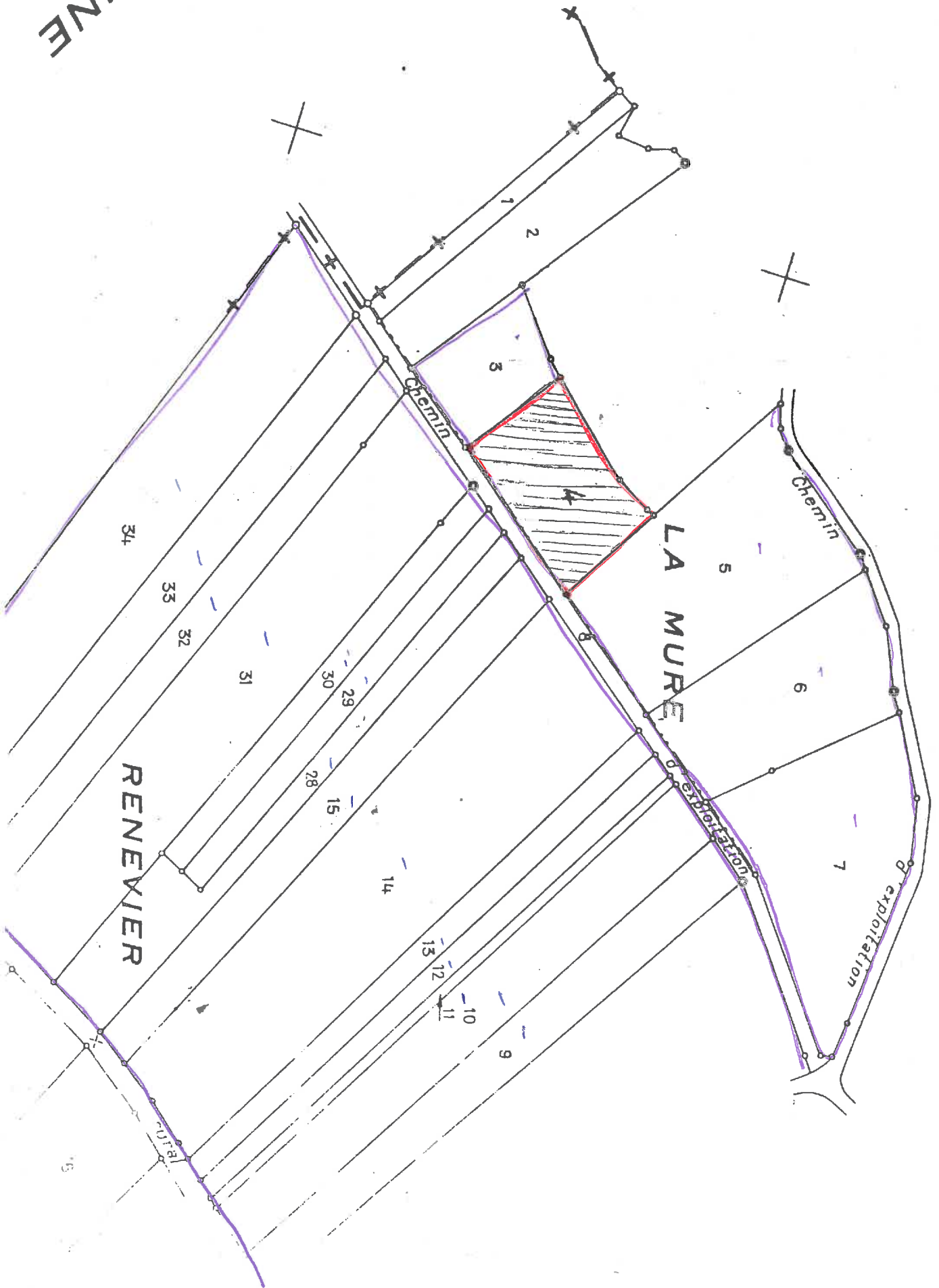
Conclusions

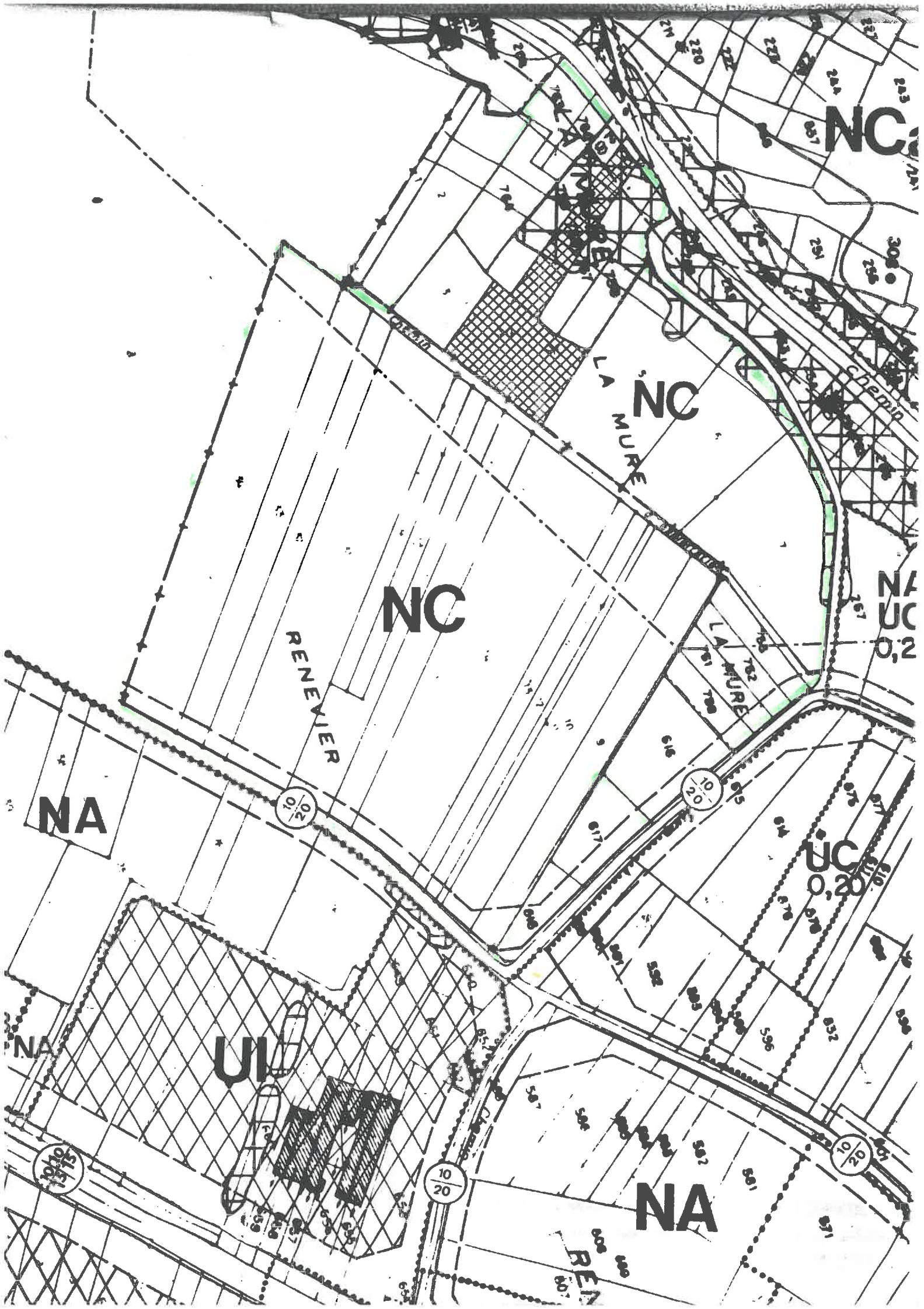
L'étude des conditions géologiques et sanitaires permet de donner un avis favorable au projet d'alimentation en eau potable présenté ici. La mise en place des périmètres de protection et leur respect doivent garantir la qualité des eaux pompées.

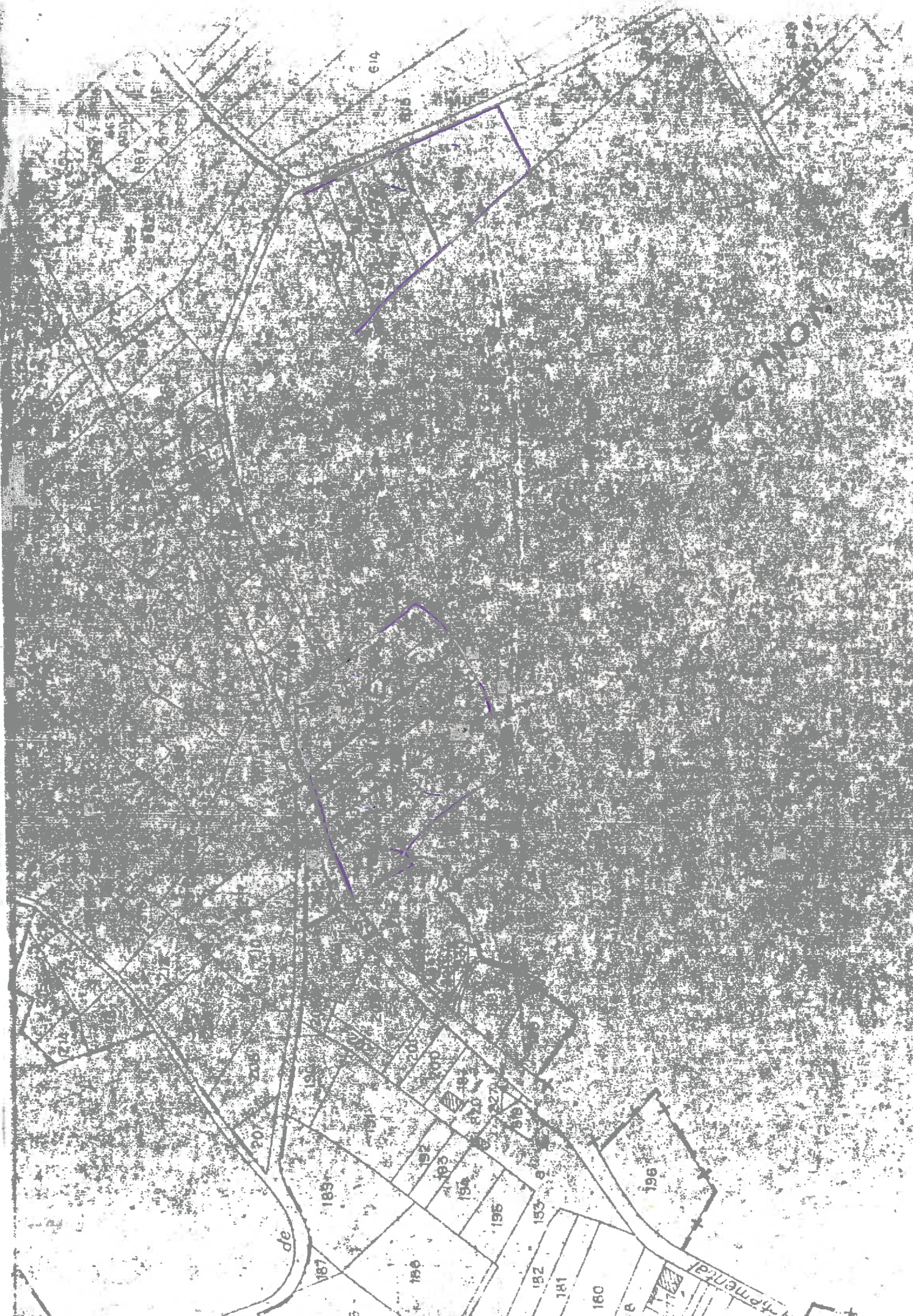
Fait à Grenoble le 23 février 1979

J.C.FOURNEAUX

COMMUNE







SECTION